

**CENTRE D'ETUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS**

A N P E

**Dossiers
bibliographiques**

Volume 12

Les agents de la
fonction publique

Françoise Meunier

DOCUMENTS DE TRAVAIL

Numéro 60.12
Septembre 1991

DOSSIERS BIBLIOGRAPHIQUES



LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Françoise Meunier
Centre de documentation

Ce dossier bibliographique a été réalisé à la demande et avec le soutien de
l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

C E R E Q

Document de travail n° 60.12

Septembre 1991



Ce dossier bibliographique fait partie d'une série de douze titres (voir la liste en dernière page de couverture) réalisés pour l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Leur objectif était de fournir un appui documentaire aux groupes de travail de l'ANPE chargés de la refonte du Répertoire opérationnel des métiers et emplois (ROME), utilisé pour le traitement des offres et demandes d'emplois. L'intitulé de chaque dossier reprend donc la terminologie des familles professionnelles définies par l'ANPE.

Ce travail de recueil et d'organisation des références bibliographiques a été réalisé à partir du fonds documentaire du CEREQ. Les titres entrés depuis janvier 1988 sont accompagnés d'un résumé.

C'est l'ordre chronologique, puis alphabétique, qui a été retenu pour la présentation des références à l'intérieur de chaque rubrique. Ce choix permet au lecteur d'avoir un aperçu de l'ensemble des parutions sur le sujet, ou de privilégier la consultation des références les plus récentes.

Les données figurant dans ces dossiers bibliographiques sont essentiellement d'ordre qualitatif. Pour les statistiques existantes, on se reportera aux publications des organismes producteurs, tels l'INSEE, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ou l'ANPE, et à celles des organisations professionnelles.

Ces dossiers ont été réalisés entre septembre 1989 et mai 1990. Pour une éventuelle actualisation de leur contenu, le centre de documentation du CEREQ est ouvert au public sur rendez-vous, du lundi au vendredi, de 14h30 à 17h30.



SOMMAIRE

I	FONCTION PUBLIQUE : DONNÉES GÉNÉRALES	7
II	LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE	11
III	CLASSIFICATIONS ET STATUTS	15
IV	LES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	17
	IV.1 Les emplois dans leur ensemble	17
	IV.2 Police, armée, sécurité	20
	IV.3 Magistrats, avocats, professions juridiques	22
	IV.4 Inspecteurs du travail	24
	IV.5 Emplois des postes	24
	IV.6 Ministère de l'Éducation nationale	25
V	LA FONCTION PUBLIQUE DANS LES RÉGIONS	27
	V.1 La décentralisation	27
	V.2 Les collectivités locales	28

Date de réalisation : Mai 1990

I - FONCTION PUBLIQUE : DONNEES GENERALES

- 1978
BODIGUEL Jean-Luc
L'Ecole Nationale d'Administration. Volume Sociologie : les anciens élèves de l'ENA.
Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, 271 p.
- KESSLER Marie-Christine
L'Ecole Nationale d'Administration. Volume Histoire : la politique de la haute fonction publique.
Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, 299 p.
- 1981
GREFFE Xavier
Analyse économique de la bureaucratie.
Paris, Economica, 1981, 233 p.
- 1983
DUPUY François et THOENIG J.-C.
Sociologie de l'administration française.
Paris, Armand Colin, 1983, 206 p.
Collection U
- 1984
THUILLIER Guy, TULARD J.
Histoire de l'administration française.
Paris, Presses universitaires de France, 1984, 124 p.
Collection "Que sais-je ?" n° 2137
- 1985
CONSEIL D'ETAT
Les établissements publics nationaux. Catégories et spécificités.
Paris, La Documentation française, 1985, 136 p.
Notes et Etudes documentaires n° 4784
- INSTITUT INTERNATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
Administration 84.
Paris, La Documentation française, 1985, 118 p.
- 1986
BARRET-KRIEGEL Blandine
L'Etat et la démocratie. Rapport à François Mitterrand, président de la République.
Paris, La Documentation française, 1986, 218 p.
Collection "Rapports officiels"
Le président de la République a confié à l'auteur le soin d'apporter, grâce à une enquête, des éléments de réponse à la question du rapport entre Etat et démocratie.
Après avoir rappelé les missions de l'Etat français, depuis l'Etat de droit jusqu'à l'Etat-providence, l'auteur en dresse un bilan à travers les droits de l'homme, les libertés du citoyen et met au jour les problèmes entre l'Etat et les instances qu'il dirige.
Il examine ensuite les contraintes imposées aux entreprises et les aides accordées.
Puis il expose les transformations "radicales" qu'il faut envisager afin de restaurer le secteur public et moderniser l'administration.

COSSE Marie-Chantal, KALAYDJIAN Béatrice
L'administration centrale. Fonctions et structures des ministères.
Paris, La Documentation française, 1986, 116 p.

PIOTET Françoise
Fonction publique et organisation.
Cadres CFDT, n° 324, novembre 1986, pp. 41-49

CROZIER Michel
Etat modeste, état moderne.
Paris, Editions Fayard, 1987, 316 p.

DUMONT Luc
Les motivations au travail. Enquête auprès des agents de la fonction
publique.

Futuribles, n° 111, juin 1987, pp. 55-64

Contrairement à l'image traditionnelle, les fonctionnaires sont plus intéressés et motivés par leur travail qu'on ne le croit, et réellement soucieux de la qualité du service public qu'ils doivent assurer. C'est ce que révèle cette enquête faite auprès des agents du Ministère de l'Agriculture par l'Institut de Management Public. La pseudo-inéfficacité des Administrations serait plutôt liée à une insatisfaction générale des personnels qui se plaignent des modes d'organisation du travail et de gestion du personnel (rémunération, notation, avancement...) encore trop archaïques.

GAUTHIER Marc, BUATHIER Henri, REQUIN Liliane
Troisième enquête régionale sur l'emploi. Secteur public : SEM, établissements publics, agents de l'Etat et des Collectivités locales (fascicule 5).
Paris, IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile de France), 1987, 64 p.

Ce document traite du secteur public qui représente le tiers de l'emploi salarié régional. Les différents statuts du secteur public, à savoir : - les agents de l'Etat ; - le personnel communal et des collectivités locales ; - les entreprises nationales et les établissements publics nationaux sont pris en compte ainsi que les sociétés d'économie mixte.

PREMIER MINISTRE. MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PLAN
La fonction publique de l'Etat en 1986.
Paris, La Documentation française, 1987, 215 p.

QUARRE Dominique
Les agents de l'Etat au 31 décembre 1982. (Résultats détaillés).
Paris, INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), 1987

Archives et Documents, n° 221, novembre 1987, 281 p.

Second volet des résultats détaillés du recensement des agents de l'Etat de 1982 (le premier volet intitulé "Les salaires des agents de l'Etat en 1982", paru dans le n° 121 de la Série M des Collections de l'INSEE (INS-M) était consacré aux rémunérations), qui décrit les caractéristiques individuelles et administratives des personnels de l'Etat au 31 décembre 1982 : sexe, âge, durée du travail, catégorie...

Dossier : la maladministration.
Revue française d'Administration publique, n° 45, janvier-mars 1988, 162 p.

1987

1988

RANGEON François, LAVEISSIERE Jean

L'accès à l'information administrative.

Paris, Commissariat Général du Plan, 1988, 325 p.

Malgré la loi du 17 juillet 1978 sur l'accès aux documents administratifs, la relation administration-administrés a-t-elle évolué ? A un modèle traditionnel basé sur l'autorité, le secret, l'inégalité devait, en principe, succéder celui du dialogue et de la transparence. Dans ce rapport, les auteurs se proposent donc de mesurer l'effectivité de ces réformes et de déceler, le cas échéant, les obstacles rencontrés par les administrés dans leur recherche de l'information administrative. Pour ce faire, ils ont analysé les textes juridiques afin de mettre en évidence soit les lacunes, soit les imprécisions de la législation. Parallèlement, deux enquêtes menées en Picardie et dans le Limousin permettent d'étudier les comportements et attitudes des différents publics de l'administration et, entre autres, ceux des associations de défense de l'environnement et des contribuables.

II - LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

- 1983
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INFORMATIQUE DANS L'ADMINISTRATION FRANCAISE
L'informatique et l'amélioration du service public. Actes du colloque du 15 novembre 1983.
Paris, ADIAF, 1983, non pag.
- SOULOUMIAC Alain
Les perspectives de l'informatique dans l'administration.
Paris, La Documentation française, 1983, 85 p.
Collection des rapports officiels
- 1984
MEHL Lucien, BUFFET P.
La bureautique dans l'administration française. Situation, conditions et perspectives de développement.
Paris, La Documentation française, 1984, 354 p.
Collection des rapports officiels
- 1985
BALARI André
L'innovation administrative. Conduite d'un projet administratif.
Paris, La Documentation française, 1985, 144 p.
Notes et Etudes documentaires n° 4774
- 1986
FONDATION EUROPEENNE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL
Les nouvelles technologies dans les services publics. Rapport de synthèse.
Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1986, 99 p.
- PREMIER MINISTRE. SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES
La mutation de l'administration : objectifs et conditions.
Paris, La Documentation française, 1986, 143 p.
- 1987
GANTES Patrick, CANNAC Yves
Méthodes d'organisation. Modernisation des services publics et gestion des ressources humaines.
Personnel, n° 290, octobre 1987, pp. 15-20
Ces deux articles sont extraits d'un colloque organisé le 2 décembre 1986 par l'"Association pour la promotion et l'organisation des ressources humaines". Le premier traite de l'organisation et d'une méthode originale pour tenter d'identifier et de connaître les entités socio-professionnelles spécifiques au sein d'un grand groupe très complexe. Le second traite de la modernisation d'un service public : après avoir étudié les caractéristiques de ces services (ressemblances et différences avec les entreprises classiques), l'auteur montre comment ces organisations peuvent évoluer vers la qualité et la compétitivité.
- 1988
BAQUIAST Jean-Paul
La modernisation de l'administration.
Futuribles, n° 124, septembre 1988, pp. 29-42
Propositions concrètes à l'attention de la France et de la Communauté Européenne afin d'harmoniser, simplifier et rendre plus efficace les

procédures administratives. L'auteur démontre que ce sont des conditions essentielles au bon fonctionnement du marché unique de 1993, car si la modernisation d'un pays passe par celle de ses entreprises, celle de son administration est un impératif pour la compétitivité de ces dernières. L'informatique peut être un bon instrument de modernisation des administrations, mais son utilisation ne peut être assurée que dans le cadre d'une stratégie à moyen et long termes, d'un projet d'entreprise impulsé au plus haut niveau et impliquant l'ensemble des intéressés.

CROZIER Michel

Comment réformer l'Etat ? Trois pays, trois stratégies : Suède, Japon, Etats-Unis. Rapport au ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives.

Paris, La Documentation française, 1988, 124 p.

Collection "Rapports officiels"

Afin de fournir à l'administration française des supports de réflexion pour l'aider dans son effort de modernisation, l'auteur devait examiner les innovations et les tendances de développement de quelques pays reconnus pour leurs succès en matière de procédures de décision, de méthodes d'évaluation des résultats de l'action publique, de systèmes de management des hommes.

Il choisit la Suède, le Japon et les Etats-Unis, trois pays de culture très différente mais dont la convergence des actions tend à prouver la nécessité et l'urgence des réformes à accomplir dans les pays développés.

Pour chacun de ces trois pays, l'ouvrage présente le secteur public avec son organisation, ses réformes (méthodes utilisées et évaluation), les structures mises en place, les résultats des actions menées.

1989

Planifier aujourd'hui. Le Xe Plan 1989-1992.

Les Cahiers Français, n° 242, juillet-septembre 1989, 100 p.

Présentation du Xème Plan 1989-1992 dont la stratégie prend appui sur cinq grands chantiers :

- la rénovation du système éducatif et de l'appareil de formation ;
- l'action en faveur de la recherche et de la compétitivité ;
- l'aménagement du système de protection sociale ;
- la rénovation de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'espace et l'intégration à l'Europe sans frontières ;
- la modernisation des services publics.

Les articles et notices de ce cahier s'organisent en trois points : la nécessité et l'utilité de la planification (comparaison avec les autres pays industrialisés parmi lesquels certains ne planifient pas), les objectifs, ambitions et outils du Xème Plan et les grands défis à venir pour la France. Ces deux dernières parties reprennent les 5 points précisés ci-dessus.

Réinventer le service public.

Projet, n° 220, décembre 1989, 126 p.

Les évolutions profondes qu'a connues la société française ces dernières années, auxquelles viennent se joindre les innovations techniques, rendent indispensables une rénovation du service public. Des tendances se dessinent vers une meilleure prise en compte des attentes des usagers, le développement de l'"esprit d'entreprise", de la concurrence, entre autres. Pourtant le service public doit continuer d'exister, géré par l'Etat, afin de garantir l'égalité d'accès des individus à tout un ensemble de services. Ce dossier examine les questions que soulève un "toiletage" de l'administration

française, et celà de manière transversale à tous les domaines concernés. Seuls la SNCF et la Santé font l'objet d'articles qui leur sont spécifiquement consacrés.

Trois groupes de contributions structurent le dossier :

- "Une légitimité en débat" où sont analysés l'évolution de la notion de service public, les liens entre étatisation/privatisation, et les répercussions de la décentralisation.

- "Responsabiliser les acteurs", qui permet de situer les problèmes tant du côté des personnels que de celui des usagers. On y trouve également une étude de la situation en RFA.

- "Le chantier du renouveau" qui présente les évolutions en cours dans les administrations et évalue les implications économiques.

Une bibliographie (pp. 88-95) complète utilement le dossier.

Service public.

Société française, n° 32, juillet-août-sept. 1989, 70 p.

Ce numéro spécial consacré au service public et à sa rénovation insiste tout particulièrement sur les spécificités de ce secteur en tant que construction sociale. La notion de service public "à la française" est le fruit d'évolutions technico-économiques, juridiques et politiques qui dessinent ses contours. La crise actuelle du service public est en fait la crise du rapport que celui-ci entretient avec la société. Redéfinir sa gestion, c'est donc aussi revoir sa place au sein de la société et examiner notamment le poids de l'étatisme.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

La France, l'Europe. Xe Plan 1989-1992.

Paris, La Documentation française, 1989, 102 p.

Ce Xe plan est différent des précédents car il prépare l'entrée de la France dans l'Europe de 1993.

Il vise à la mise en place d'une stratégie de croissance, avec pour objectif, notamment, l'augmentation du niveau de l'emploi, une meilleure cohésion sociale, l'intégration au Grand Marché.

Un certain nombre de chantiers prioritaires vont être mis en place. Il s'agit du développement de l'éducation et de la formation, du renforcement de la recherche et du développement technologique, de la prise de mesures pour un meilleur équilibre social, de la définition d'une politique d'aménagement du territoire et d'une meilleure gestion du service public.

III - CLASSIFICATIONS ET STATUTS

1977

CEREQ

Bilan actuel du projet de classification des emplois de la fonction publique.

Paris, CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), 1977, 63 p.

CEREQ

Projet de classement fonctionnel des emplois de la fonction publique.

Paris, CEREQ, 1977, 4 vol.

Les emplois relevant des ministères suivants ont été étudiés :

- Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 22 p.
- Ministères de la Santé et du Travail, 70 p.
- Secrétariat d'Etat aux transports, 55 p.
- Ministère de la Justice, 42 p.

1983

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avantages et inconvénients de la carrière et de l'emploi en matière de recrutement et de promotion dans la fonction publique contemporaine. Actes du Vème colloque de l'Association internationale de la fonction publique.

Revue française d'Administration publique, n° 25, jan.-mars 1983, pp. 41-89

1989

Fonction publique : les statuts à l'épreuve de la gestion.

Revue française d'Administration publique, n° 49, janvier-mars 1989, 185 p.

Coordonné par Bernard Brunhes, ce numéro aborde la question du statut, ou plutôt des statuts, de la fonction publique sous l'angle de la gestion des ressources humaines. Il s'avère qu'en réalité c'est moins le statut lui-même qui est en cause dans la mauvaise réputation des services publics, qu'un ensemble d'habitudes néfastes et de comportements qui nuisent à sa réputation. Ainsi il devient urgent de repenser la gestion des personnels, de préférence de façon prévisionnelle. Trois grands thèmes figurent au sommaire de ce dossier :

- *le statut de la fonction publique a-t-il un avenir ?*
- *contraintes administratives et logique de gestion : inventer une nouvelle pratique.*

- la fonction publique territoriale : gérer la diversité.

A signaler, sur le point particulier de la gestion des ressources humaines, les articles suivants :

** COURONNE Pierre.- Logique statutaire, logique de fonctionnement, gestion prévisionnelle des ressources humaines dans la fonction publique.*

** SAINSAULIEU Renaud.- Gestion des ressources humaines dans le secteur public et privé.*

1990

Fonction publique. Rénovation de la grille.

Liaisons sociales, Législation sociale, C2, n° 6343, mercredi 21 février

1990, pp. 1-12

Signé le 9 février par la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la FEN et la FGAF, ce protocole d'accord portant sur la rénovation des classifications et des rémunérations vise à améliorer la gestion des ressources humaines dans la fonction publique. Reconnaître les nouvelles qualifications et motiver les personnels sont les deux grands objectifs de cette réforme.

IV - LES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE

IV - 1 Les emplois dans leur ensemble

1983

MILLOZ Pierre

Les inspections générales ministérielles dans l'administration française.
Paris, Economica, 1983, 720 p.

PLACIER Anne

Les métiers de l'administration.
Paris, L'Etudiant, 1983, 175 p.
Collection "L'Etudiant pratique"

1985

CEREQ

Les emplois-types de la fonction publique.
Paris, CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications),
1985, 267 p.
Répertoire français des emplois, cahier n°17

1986

OBADIA Alain (éditorial)

Les cadres de la Fonction publique : de la cocotte à l'ordinateur.
Spécial Options, n° 17, décembre 1986, 74 p.

Ce dossier est consacré à la Fonction publique, aux fonctionnaires et plus précisément aux cadres de la Fonction publique. Il aborde les grands thèmes suivants : - les rapports des cadres du public avec ceux du privé ; - les rapports des français avec l'administration et les fonctionnaires ; - une approche statistique des cadres de la Fonction publique, leur profil, leur formation, leurs salaires et statuts ; - la modernisation et le nouvel encadrement ; - la défense du service public ; - la gestion des services publics des collectivités locales ; - les chercheurs ; - le syndicalisme dans la Fonction publique.

1987

ANNASSE Claudia

Nouvelles technologies et emplois de bureau. Dossier documentaire.
Montreuil, CRIDEP (Centre de ressources interdépartemental de l'Est parisien), 1987, 80 p. + ann.

Les emplois de bureau recouvrent trois types de populations :
- les emplois de l'administration et de la gestion des entreprises (secrétaires, comptables, employés administratifs) ;
- les emplois de la production de services : banques, assurances ;
- les emplois administratifs de la fonction publique.

Le dossier documentaire réalisé par le CRIDEP fait le point sur la littérature consacrée à ces emplois, particulièrement concernés par l'introduction des technologies de l'information. Après avoir situé l'évolution du tertiaire de bureau, il se consacre aux aspects suivants :

- l'introduction des nouvelles technologies dans les activités de bureau : un contexte favorable ;
- une approche sectorielle des emplois de bureau centrée sur l'étude des banques, des assurances et de l'administration publique ;
- les métiers et formations (nouvelles qualifications, nouvelles formations).

1988

GARDES Cristina, KIRSCH Jean-Louis, ROLLE Christiane, LEVY Joëlle
Etat et collectivités locales : des employeurs particuliers.
CEREQ-BREF, n° 34, juillet 1988, 4 p.

La gestion des ressources humaines dans la fonction publique est plus complexe et diversifiée qu'elle ne le semble à travers le cadre réglementaire et hiérarchisé qui est le sien. C'est le propos de ce numéro, consacré d'une part aux postes et aux carrières de l'administration centrale, d'autre part à la formation et à la gestion du personnel des collectivités locales, où la décentralisation a entraîné une recherche d'harmonisation statutaire mal connue.

SINGLY François de, THELOT Claude
Gens du privé, gens du public. La grande différence.
Paris, Dunod/Bordas, 1988, 256 p.
Collection "L'oeil économique"

Basé sur une vingtaine d'enquêtes de l'INSEE, cet ouvrage oppose systématiquement les personnes du public et celles du privé, tant sur le plan professionnel que dans la vie privée.

Les comparaisons portent sur les points suivants :

- *la distinction par l'identité sociale (diplômes, position professionnelle, l'éventuel passage d'un "monde" à l'autre) ;*
- *le personnel public est-il privilégié dans sa vie au travail, (salaires, temps de travail, promotion) ;*
- *la différence des modes de vie (comportement en famille, consommations, opinions) ;*
- *organisent-ils différemment le destin social de leurs enfants ?*

1989

Fonction publique : parler sans hygiaphone.

L'Etudiant, le Guide des métiers, décembre 1989, pp. 101-104.

Quel sera le fonctionnaire de demain ? Le plan de modernisation de l'administration modifiera-t-il les emplois de la fonction publique ? Cet article tente de préciser les enjeux de ce renouveau que le public et les fonctionnaires eux-mêmes appellent de leurs vœux. Certaines professions font en outre l'objet d'un bref descriptif : inspecteur des impôts, préposé aux PTT, adjoint administratif, contrôleur des douanes, technicien des installations de télécommunications et administrateur de l'INSEE.

Travailler dans la fonction publique.

Avenirs, n° 405, juin 1989, 135 p.

Présentation de la fonction publique - de l'Etat, territoriale et hospitalière - et des métiers qui lui correspondent. Le dossier comporte trois parties distinctes :

- *une présentation générale des caractéristiques propres du secteur public (la théorie : mobilité, rémunérations...) ;*
- *des témoignages de fonctionnaires, de différentes administrations, représentatifs des diverses missions incombant à la fonction publique (du conservateur de musée au directeur d'hôpital en passant par le sapeur-pompier, l'inspecteur de police ou le technicien forestier) ;*
- *un recensement des procédures d'accès aux métiers de la fonction publique (concours, écoles préparatoires, écoles de l'administration (ENA, IRA...), adresses de ministères).*

Etre fonctionnaire avec le brevet, un CAP, un BEP.

Les Cahiers de l'ONISEP, n° 53, 1ère édition, octobre 1989, 64 p.

Les emplois de la fonction publique sont très divers. Pour en faire le tour, ce cahier distingue les "personnels communs" (personnel administratif, de laboratoire, ouvrier) et les "personnels spécifiques" relevant des différents ministères (affaires étrangères, agriculture, culture, défense, intérieur, poste et télécommunications, entre autres).

Quelle formation pour les fonctionnaires ?

Revue française d'Administration publique, n° 51, juillet-septembre 1989, 183 p.

Quel sera le profil du fonctionnaire de demain ? Dans les formations qui mènent aux métiers de la fonction publique, quel doit être le poids respectif du droit et de la gestion ? Bien souvent ces deux disciplines se sont opposées dans des conceptions différentes du fonctionnement du service public. C'est ainsi que l'on a pu parler de l'Etat des juristes et de l'Etat des gestionnaires. Pour une meilleure efficacité, le droit et la gestion doivent au contraire se compléter et se nourrir l'un de l'autre. On pourrait également y ajouter l'apport des sciences sociales. Cette question du choix et de l'équilibre des disciplines au sein de la formation des fonctionnaires est développée dans ce dossier sous tous ses aspects et est illustrée par des exemples étrangers (RFA, Etats-Unis, Grande-Bretagne).

MERON Monique, RABIN Brigitte

L'Etat et les collectivités territoriales : géographie et évolution de deux fonctions publiques.

Economie et Statistique, n° 222, juin 1989, pp. 15-44

Au sommaire de ce dossier sur la fonction publique :

- un article sur différences entre les fonctionnaires de l'Etat et ceux des collectivités locales ;
- un deuxième sur la Fonction Publique d'Etat, sa géographie et les différences de logique des divers ministères ;
- le dernier sur la structure des emplois de la Fonction Publique territoriale dont les effectifs, en 20 ans, ont plus que doublé.

1990

La fonction publique : Etat et collectivités territoriales.

Paris, APEC (Association pour l'emploi des cadres).

Collection "Demain les cadres"

ROLLE Christiane, KIRSCH Jean-Louis, GARDES Cristina

L'organisation, la carrière et le temps. Les chefs de bureau des ministères.

FORMATION EMPLOI, n° 29, janvier-mars 1990, pp. 3-20

La fonction publique emploie une main-d'oeuvre salariée. Comme employeur, ses comportements sont moins spécifiques qu'on ne le prétend d'habitude. Une étude consacrée aux emplois de chefs de bureau dans l'administration centrale des ministères permet de constater que les structures d'organisation sont plus souples qu'il n'y paraît, que la définition des statuts de fonctionnaires fixent des cadres qui laissent place à d'éventuelles distinctions. Des emplois formellement semblables diffèrent non seulement par les conditions opérationnelles qu'ils réunissent mais encore par les itinéraires professionnels de ceux qui s'y trouvent placés.

IV - 2 Police, armée, sécurité

1974

GLEIZAL Jean-Jacques

La police nationale. Droit et pratique policière en France.

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1974, 360 p.

L'auteur, juriste, propose ici une description juridique de l'activité et de l'institution policières et met en relief les rapports entre la police et l'Etat. Par ailleurs le citoyen pourra trouver dans ce livre un certain nombre de réponses aux questions qu'il se pose sur les droits et les devoirs du policier.

1980

THOUVENIN J.

Passé scolaire et filières d'engagement dans l'armée de terre.

Paris, Centre de Sociologie de la Défense nationale, 1980, 266 p.

1983

DEMONQUE Pierre

Les policiers.

Paris, La Découverte/Maspéro, 1983, 126 p.

Collection "Repères"

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Les policiers, leurs métiers, leur formation.

Paris, La Documentation française, 1983, 193 p.

ONISEP

Les carrières de la Marine nationale.

Les Cahiers de l'ONISEP, n° 28, 1983, 64 p.

1985

MONJARDET Dominique

A la recherche du travail policier.

Sociologie du Travail, n° 4, 1985, pp. 391-407

ONISEP

Les métiers de la sécurité.

Les Cahiers de l'ONISEP, n° 51, 1985, 76 p.

ONISEP

Les carrières de l'armée de terre.

Les Cahiers de l'ONISEP, n° 47, 1985, 51 p.

1987

BOCCANFUSO Patrice

Les carrières de l'armée et de la police.

Paris, L'Etudiant, 1987, 248 p.

Collection "L'Etudiant pratique"

Tout ce qu'il faut savoir sur l'armée, ses écoles, ses métiers, la gendarmerie nationale, la police, les sapeurs-pompiers, complété par un carnet d'adresses (études, documentations).

MONJARDET Dominique

Compétence et qualification comme principes d'analyse de l'action policière.

Sociologie du Travail, n° 1, 1987, pp. 47-58

ONISEP

La mer : métiers et formations.

Avenirs, n° 385-386, juin-juillet 1987, 163 p.

1988

L'armée : terre, air, mer, gendarmerie.

Les Cahiers de l'ONISEP, n° 33, 5ème édition, août 1988, 64 p.

Au sommaire de ce numéro consacré aux métiers de l'armée (les trois armes et la gendarmerie) : une présentation générale des armées, le statut des militaires, le personnel commun (personnels de gestion, de santé, de l'armement), l'armée de l'air (officiers, sous-officiers), la marine nationale (officiers, équipages), l'armée de terre (officiers, sous-officiers, engagés volontaires), la gendarmerie nationale, les civils de la défense.

Dossier : l'administration des armées.

Revue française d'Administration publique, n° 46, avril-juin 1988, 180 p.

1989

GOETSCHY Janine (avant-propos), CASASSUS-MONTERO Cécilia, HUMPHREY John, MAURICE Marc, MONJARDET Dominique, DUBOIS Pierre, BENOIT-GUILBOT Odile, SUGITA Kurumi, THURLEY Keith

Les comparaisons internationales. Théories et méthodes.

Sociologie du Travail, n° XXXI.2/89, pp. 149-251

Ce dossier est consacré à la méthodologie comparative. Il fait d'abord un constat : cette dernière décennie a été marquée par l'accroissement du nombre des recherches comparatives dans le champ de la sociologie du travail. Son objet est de montrer, à partir des recherches empiriques des dix dernières années sur le travail, le chemin parcouru en matière de comparaison au niveau théorique et au niveau méthodologique. Ce dossier présente un grand intérêt du fait du large éventail des pays examinés dans ses diverses contributions.

Parmi celles-ci : "Questionner les similitudes. A propos d'une étude sur la police", où D. Monjardet montre quelques uns des avantages de la démarche comparatiste.

IV - 3 Magistrats, avocats, professions juridiques

1985

KARPIK Lucien

Avocat : une nouvelle profession.

Revue française de Sociologie, n° 4, oct.-déc. 1985, pp. 571-600

ONISEP

Le droit : quels débouchés ?

Avenirs, n° 369-370, déc. 1985-janvier 1986, 196 p.

1987

BODIGUEL Jean-Luc

La magistrature judiciaire à l'épreuve du changement social.

Revue française d'Administration publique, n° 42, avril-juin 1987, pp. 103-119

TERRE François (dir.)

Magistrats et avocats : formation, carrière, activité professionnelle.
Rapport au garde des Sceaux.

Paris, La Documentation française, 1987, 121 p.

Collection "Rapports officiels"

Cette étude a été menée à la demande du ministre de la Justice A. Chalandon afin d'apporter des améliorations à l'organisation de la formation et la carrière des magistrats et avocats. Les points étudiés sont la formation universitaire, la formation professionnelle, la carrière des magistrats, l'activité professionnelle des avocats, les coûts.

1988

COULON Jean-Claude

Les professions juridiques de service aux entreprises dans l'Europe de 1992.
Paris, Commissariat Général du Plan, 1988, 2 vol., 289 p. + 260 p.

Cette étude réalisée pour le Commissariat Général du Plan se situe dans la perspective de 1992. Elle tente de dresser un tableau des professions qui rendent des services juridiques aux entreprises. La première partie est consacrée à l'étude de la situation actuelle en France des professions concernées : quelles sont-elles ? Que représentent-elles ? Quelle est leur clientèle ?, etc... A l'horizon 93, la concurrence va s'accroître. Afin de prévoir une quelconque évolution de ces professions, l'auteur fait le point de ce qui existe dans les principaux pays étrangers et, entre autres, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en RFA, aux Etats-Unis. Ce sera l'objet de la deuxième partie. Ces constats établis, la troisième partie est consacrée à une réflexion sur la capacité d'adaptation des professions juridiques de service aux entreprises qui est complétée par des propositions et suggestions.

LEHMAN Jean-Pierre, DURAND Barbara, CHAPRON Jean-Etienne (dir.)

Les professions libérales juridiques et judiciaires : revenus et conditions d'exercice.

Documents du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), n° 90, 3e trimestre 1988, 183 p.

A la demande du Gouvernement, ce document étudie les conditions d'exercice et les revenus des professions libérales juridiques et judiciaires suivantes, classées par ordre décroissant d'effectifs : avocats, notaires, conseils juridiques ou fiscaux, huissiers de

justice, commissaires priseurs, avoués près les Cours d'Appel, greffiers des tribunaux de commerce, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. Pour chacune de ces professions, les auteurs tentent de déterminer : les effectifs (évolution démographique des professions), les règles de fonctionnement, les conditions d'accès, les statuts des professions, l'organisation professionnelle, les fonctions, les services offerts, les compétences territoriales, les systèmes de rémunération, leurs revenus et leur formation, leur patrimoine...

1989

BOIGEOL Anne

La formation des magistrats : de l'apprentissage sur le tas à l'école professionnelle.

Actes de la recherche en sciences sociales, n° 76-77, mars 1989, pp. 49-64

Au sein d'un numéro consacré au thème "droit et expertise", cet article décrit les transformations intervenues dans la formation professionnelle des magistrats : à l'origine elle s'effectuait avant tout sur le tas, alors que désormais elle fait l'objet d'un enseignement traditionnel et formalisé dispensé dans un établissement spécifique. Cette analyse permet de comprendre que ce changement dans le mode de transmission du savoir participe en réalité à un processus de consolidation du corps professionnel des magistrats.

IV - 4 Inspecteurs du travail

1982

FROMONT Yves, MALIGE Jean

L'inspecteur du travail.

Liaisons sociales, n° spécial 8898, décembre 1982, 81 p.

1986

DODIER Nicolas

L'inspection du travail face à la diversité des entreprises.

L'hygiène-sécurité dans la pratique professionnelle des inspecteurs et contrôleurs du travail.

Paris, CEE (Centre d'études de l'emploi), 1986, 155 p.

Une synthèse de cette étude est parue dans "la Lettre d'information du CEE", n° 3, mars 1987, 8 p.

1987

DODIER Nicolas

Modèles d'entreprises et prévention des risques professionnels : l'action des inspecteurs du travail.

Entreprises et produits.

Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi, n° 30, 1987, pp. 115-152

Cet article analyse les conditions de l'intervention publique dans les entreprises dans le cadre de la réglementation sur l'hygiène et la sécurité ; il décrit le travail des inspecteurs dans les divers dispositifs de travail. Il conclue en constatant que l'application des règles est plus aisée dans les dispositifs "stabilisés".

IV - 5 Emplois des postes

1985

FONDATION EUROPEENNE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Le stress et les technologies nouvelles. Les secteurs des postes et télécommunications. Etudes de cas sur le code postal et le triage.

Dublin, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 1985, 47 p.

1987

PITROU A., GUELAUD F.

Les relations entre les situations de travail et les relations hors-travail : le cas des employés de la banque et des P.T.T.

Aix-en-Provence, LEST-CNRS (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail), 1986, 362 p.

IV - 6 Ministère de l'Education nationale

1984

PERIE René

Organisation et gestion de l'Education nationale. Services centraux et services extérieurs.

Paris, Editions Berger-Levrault, 1984, 487 p.

1988

TOULEMONDE Bernard

Petite histoire d'un grand ministère : l'Education nationale.

Paris, Albin Michel, 1988, 302 p.

L'auteur a été directeur des affaires générales au ministère de l'Education nationale de 1982 à 1987.

Il nous propose ici d'observer le fonctionnement de ce grand ministère qui emploie 1 150 000 personnes, ses rouages, ses influences, ses missions, ses enjeux politiques.

V - LA FONCTION PUBLIQUE DANS LES REGIONS

V - 1 La décentralisation

1983

BERNARD Paul

L'Etat et la décentralisation. Du préfet au commissaire de la République.
Paris, La Documentation française, 1983, 284 p.

Notes et études documentaires, n° 4711-4712

1985

BAGUENARD Jacques

La décentralisation.

Paris, Presses universitaires de France, 1985, 128 p.

Collection "Que sais-je ?" n° 1879

JOULIEU Danièle

Décentralisation. Repères bibliographiques.

Paris-la-Défense, Centre Inffo, 1985, 10 p.

RONDIN Jacques

Le sacre des notables. La France en décentralisation.

Paris, Librairie Arthème Fayard, 1985, 335 p.

Collection "L'espace du politique"

SCHMITT Dominique (dir.)

La région à l'heure de la décentralisation.

Paris, La Documentation française, 1985, 188 p.

Notes et Etudes documentaires n° 4772

1986

FREGE Xavier

La décentralisation.

Paris, La Découverte, 1986, 124 p.

Collection "Repères"

1987

PERIE René

L'Education nationale à l'heure de la décentralisation.

Paris, La Documentation française, 1987, 140 p.

Notes et Etudes documentaires, n° 4834

1988

GONTCHAROFF Georges, BOULLIER Jean-Michel

La décentralisation dans l'éducation nationale. Tome 1 : les changements de structures (lois du 22 juillet 1983 et du 25 janvier 1985). Tome 2 : les changements de financement (lois du 22 juillet 1983 et du 25 janvier 1985). La décentralisation (8 et 9).

Paris, Syros-Alternatives/ADELS, 1988, 223 + 195 p.

Collection "La France des points chauds"

Ces deux volumes font partie d'une série de 11 ouvrages, intitulée "La décentralisation" portant chacun sur un thème différent.

La décentralisation de l'éducation fait l'objet de ces deux tomes.

Le premier traite les aspects techniques : textes législatifs, planification scolaire, structures de gestion et de concertation, et pose la question de savoir si l'autonomie des établissements nouvellement instaurée est réelle ou apparente.

Le second tome étudie les conséquences financières du transfert de compétences Etat-Collectivités locales : responsabilité des investissements et du fonctionnement matériel des établissements, responsabilité et répartition des charges entre les différents niveaux des collectivités locales, intervention des collectivités locales en matière de pédagogie, responsabilité en matière de transports scolaires, décentralisation de l'enseignement.

V - 2 Les collectivités locales

1988

GARDES Cristina, KIRSCH Jean-Louis, ROLLE Christiane, LEVY Joëlle
Etat et collectivités locales : des employeurs particuliers.

CEREQ-BREF, n° 34, juillet 1988, 4 p.

La gestion des ressources humaines dans la fonction publique est plus complexe et diversifiée qu'elle ne le semble à travers le cadre réglementaire et hiérarchisé qui est le sien. C'est le propos de ce numéro, consacré d'une part aux postes et aux carrières de l'administration centrale, d'autre part à la formation et à la gestion du personnel des collectivités locales, où la décentralisation a entraîné une recherche d'harmonisation statutaire mal connue.

1989

Collectivités territoriales.

Les Cahiers français, n° 239, janvier-février 1989, 80 p., ann.

Travailler dans la fonction publique.

Avenirs, n° 405, juin 1989, 135 p.

Présentation de la fonction publique - de l'Etat, territoriale et hospitalière - et des métiers qui lui correspondent. Le dossier comporte trois parties distinctes :

- *une présentation générale des caractéristiques propres du secteur public (la théorie : mobilité, rémunérations...)* ;
- *des témoignages de fonctionnaires, de différentes administrations, représentatifs des diverses missions incombant à la fonction publique (du conservateur de musée au directeur d'hôpital en passant par le sapeur-pompier, l'inspecteur de police ou le technicien forestier)* ;
- *un recensement des procédures d'accès aux métiers de la fonction publique (concours, écoles préparatoires, écoles de l'administration (ENA, IRA...), adresses de ministères).*

LEVY Joëlle

L'informatisation dans les collectivités locales.

Paris, CEREQ, 1989, 132 p.

Documents de travail, n° 43, janvier 1989.

Dans le cadre de la politique de décentralisation, les 36 000 communes de France connaissent une période de changement significatif dans leurs rôle et attributions. Simultanément, l'introduction de nouvelles techniques de l'information bouleverse les procédures traditionnelles du travail administratif. Que résulte-t-il de ce double choc ?

L'analyse des textes juridiques récents, la synthèse des données statistiques et bibliographiques, la réalisation d'enquêtes sur le terrain permettent d'apporter tout un ensemble d'informations. Après un rappel du rôle, des attributions et des activités des communes, avant et après la mise en place de la décentralisation, le rapport s'articule selon les thèmes ci-dessous :

- *analyse des conditions et des conséquences de l'introduction des nouvelles techniques informatiques dans les communes ;*
- *analyse des conséquences de l'introduction des nouvelles techniques informatiques sur l'emploi, la qualification, la formation et le statut du personnel communal.*

MERON Monique, RABIN Brigitte

L'Etat et les collectivités territoriales : géographie et évolution de deux fonctions publiques.

Economie et Statistique, n° 222, juin 1989, pp. 15-44

Au sommaire de ce dossier sur la fonction publique :

- un article sur différences entre les fonctionnaires de l'Etat et ceux des collectivités locales ;
- un deuxième sur la Fonction Publique d'Etat, sa géographie et les différences de logique des divers ministères ;
- le dernier sur la structure des emplois de la Fonction Publique territoriale dont les effectifs, en 20 ans, ont plus que doublé.

RABIN Brigitte

La fonction publique territoriale : beaucoup d'emplois techniques, peu de cadres.

L'Etat et les collectivités territoriales : géographie et évolution de deux fonctions publiques.

Economie et Statistique, n° 222, juin 1989, pp. 37-44

Dans le cadre d'un dossier sur la Fonction Publique, cet article montre que durant ces deux dernières décennies, l'embauche de fonctionnaires locaux a fait que cette catégorie a plus que doublé ses effectifs : ils étaient un million en 1987. L'auteur révèle que 80 % d'entre eux exercent des fonctions peu ou pas qualifiées (catégories C ou D) : des emplois techniques ou de service. Elle remarque aussi que, depuis la loi de décentralisation et surtout depuis 1984, l'accroissement de ces effectifs s'est paradoxalement ralenti, voire arrêté selon les collectivités locales. L'auteur étudie surtout l'évolution de la féminisation, celle de la part des titulaires, le recours au travail à temps partiel, le poids des non-titulaires, en fonction des types d'emplois et des types de collectivités territoriales : communes, départements, régions...

1990

La fonction publique : Etat et collectivités territoriales.

Paris, APEC (Association pour l'emploi des cadres).

Collection "Demain les cadres"

Dossiers bibliographiques

(12 volumes)

*Ces dossiers ont été élaborés dans le cadre
de la contribution du CEREQ à la refonte
du Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois (ROME)
de l'Agence nationale pour l'emploi.*

- | | | |
|--------|----|---|
| Numéro | 1 | Les professions de l'informatique |
| Numéro | 2 | Le personnel de la construction électrique
et électronique |
| Numéro | 3 | Le personnel de type administratif |
| Numéro | 4 | Le personnel du commerce |
| Numéro | 5 | Les professions du bâtiment
et des travaux publics |
| Numéro | 6 | Les ingénieurs et cadres de l'industrie |
| Numéro | 7 | Le personnel des industries à processus |
| Numéro | 8 | Le personnel des industries légères |
| Numéro | 9 | Les cadres administratifs et commerciaux |
| Numéro | 10 | Le personnel de la construction mécanique
et du travail des métaux |
| Numéro | 11 | Les professions du travail social |
| Numéro | 12 | Les agents de la fonction publique |

CENTRE D'ETUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS

9 rue Sextius Michel
75015 PARIS

 (1)45.75.62.63

PRIX : 50F